



Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores



N°20

www.banque-comores.km

AVANT PROPOS	1
I. EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX.....	2
1.1. Progression des exportations de biens.....	2
1.1. Contraction des importations de biens	4
II. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE	6
2.1. La masse monétaire et ses contreparties	6
2.2. L'activité bancaire.....	9
2.3. La chambre de compensation.....	13
2.4. Les opérations de change manuel et transferts d'argent.....	14
2.5. Taux d'intérêt et de change.....	15
III. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION	15
IV. NOTE THEMATIQUE : INCLUSION FINANCIERE (CONTRIBUTION DE LA BCC AU RA DE LA ZONE FRANC).....	18
ANNEXES:.....	23

AVANT PROPOS

Après une croissance observée à fin juin, l'activité économique est entrée dans sa phase de repli cyclique au cours du troisième trimestre 2018, en dépit de l'amélioration de certains indicateurs.

En effet, au niveau des échanges extérieurs, le déficit commercial s'est nettement amélioré, diminuant de 10 milliards entre juin et septembre 2018 grâce à l'augmentation des recettes issues des exportations de biens (+4,3 milliards) et la diminution de la facture des importations de biens (-6,9 milliards).

Au niveau du système financier, même si le total des bilans consolidés des établissements de crédit a légèrement progressé au troisième trimestre, l'activité bancaire a connu une contraction de l'encours du crédit en dépit de l'augmentation des dépôts et du renforcement de la qualité du portefeuille par la baisse du taux de créances douteuses. Les envois de fonds via les sociétés de transfert d'argent sont quasiment restés stables par rapport au trimestre précédent. En revanche, au niveau des opérations de change manuel effectuées par les BEFs, les achats de devises ont fortement augmenté durant cette période correspondant à la période des vacances et au retour au pays de la diaspora. Concernant la situation monétaire, l'augmentation des

avoirs extérieurs a compensé la diminution du crédit intérieur et a entraîné une progression de la masse monétaire de 4,8%.

S'agissant de l'enquête qualitative réalisée auprès des dirigeants de tous les établissements de crédit, elle fait ressortir une baisse du Produit Net Bancaire malgré une certaine amélioration de l'activité bancaire notamment la hausse des ouvertures de compte et des dépôts de la clientèle. Cette baisse est en partie liée au faible recouvrement des créances particulièrement celles en souffrance, entraînant une diminution du financement bancaire.

Par conséquent, les incertitudes à court terme qui caractérisent la plupart des agrégats macroéconomiques que nous analysons dans ce troisième bulletin de l'année 2018, se sont quelque peu renforcées expliquant ainsi le relâchement cyclique du rythme de l'activité économique.

L'analyse thématique de ce bulletin porte sur un extrait de la contribution de la BCC à la rédaction du rapport annuel de la zone franc. Il s'agit en effet d'un point de vue de la BCC sur « l'inclusion financière aux Comores » paru en Octobre dernier dans le Rapport Annuel 2017 de la Zone franc.

Dr Younoussa Imani
Gouverneur

I. Evolution des échanges commerciaux

Entre le deuxième et le troisième trimestre de l'année 2018, les échanges commerciaux sont marqués par une baisse des importations de biens de 19,3% en liaison avec la baisse de la demande intérieure après les festivités d'été et une forte hausse des exportations liée au déstockage de girofle, survenu au troisième trimestre.

Ces évolutions contrastées ont entraîné une amélioration du déficit commercial qui est passé de 28,2 milliards à 18,1 milliards sur la

période. En glissement annuel, ce déficit commercial s'est contracté de 13,9%, en liaison avec la forte hausse des exportations passant de 2,2 milliards à fin septembre 2017 à 6,2 milliards une année après, en dépit de la hausse des importations (+4,7%).

Pour sa part, la couverture des importations par les exportations s'est améliorée de 19,1 points de pourcentage pour s'établir à 25,44% au troisième trimestre contre 6,34% seulement au deuxième trimestre 2018.

Tableau 1 : Evolution des indicateurs en millions FC, sauf indication

Données FAB	T3.2017	T1.2018	T2.2018	T3.2018
Exportations	2 151	2 310	1 908	6 178
Importations	23 191	18 543	30 114	24 290
Echanges commerciaux	25 342	20 853	32 022	30 468
Balance commerciale	-21 040	-16 233	-28 206	-18 112
Taux de couverture (%)	9,27	12,46	6,34	25,44

Source : Banque Centrale des Comores

1.1. Progression des exportations de biens

Les exportations de biens se sont établies à 6,2 milliards à fin septembre 2018 (dont 4,2 milliards de produits de rente) contre 1,9 milliard (dont 1,1 milliard de produits de rente) trois mois auparavant. Cette évolution est imputable à la hausse des exportations de

tous les produits de rente à l'exception de la vanille qui n'a pas enregistré de recettes d'exportation au cours du troisième trimestre 2018. Toutefois, les exportateurs prévoient d'expédier un volume important de ce produit d'ici la fin de l'année.

Tableau 2 : Evolution des produits d'exportation en millions FC, sauf indication

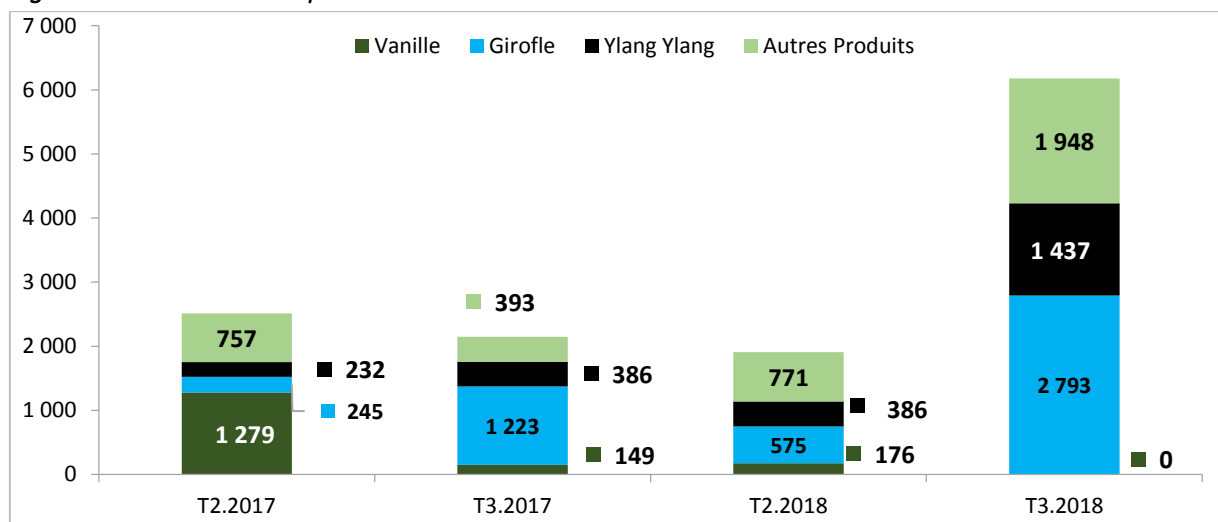
Produits	T3.2017	T1.2018	T2.2018	T3.2018	Variations (%)	
	a	b	c	d	d/c	d/a
Vanille	149	0	176	0	-100,0	-100,0
Girofle	1 223	1 401	575	2 793	385,4	128,4
Ylang-ylang	386	771	386	1 437	272,5	272,2
Autres Produits	393	138	771	1 948	152,7	396,4
Total	2 151	2 310	1 908	6 178	223,8	187,3

Source : Banque Centrale des Comores

- Les recettes d'exportation de girofle se sont établies à 2,8 milliards enregistrant une forte hausse par rapport au deuxième trimestre 2018.

- L'ylang-ylang a également affiché une forte hausse par rapport à fin juin 2018, faisant établir ses recettes d'exportation à 1,4 milliard au troisième trimestre 2018 contre 0,4 milliard trois mois avant.
- Les autres produits ont rapporté près de 2 milliards de recettes d'exportation à fin septembre 2018 après 0,8 milliard le trimestre précédent, soit une hausse de 0,6 milliard.

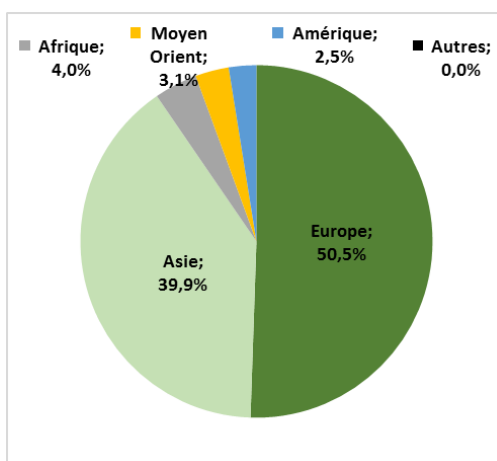
Figure 1 : Evolution des exportations en millions de FC



Source : Banque Centrale des Comores

Par zone géographique, le marché européen occupe toujours la première position pour la destination des produits comoriens. Au troisième trimestre 2018, ce marché a absorbé près de 50,5% des exportations comoriennes contre 60,8% le trimestre précédent. Achetant du girofle, de l'ylang-ylang et dans une petite proportion des produits d'équipement pour recyclage, la France demeure la principale destination des produits comoriens vendus dans le marché européen. Elle a capté près de 90% de ces produits au troisième trimestre 2018. Le marché asiatique, toujours en deuxième position a capté 39,9% de ces exportations à

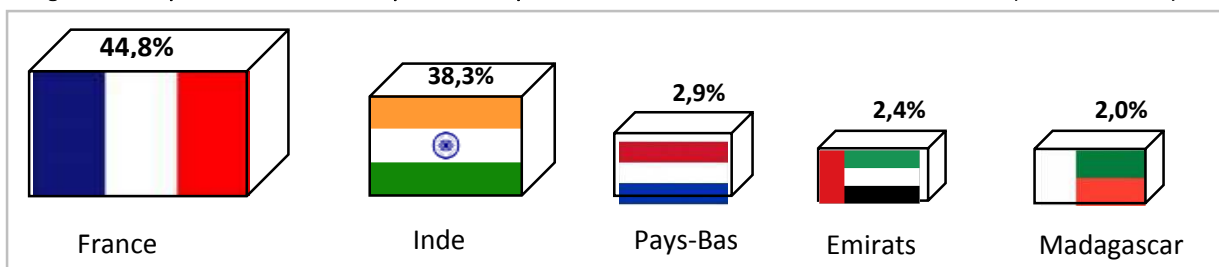
fin septembre 2018 contre 24,1% trois mois avant. Le girofle est le principal produit vendu dans ce marché, qui est principalement acheté par l'Inde (78,5% au troisième trimestre 2018).



S'agissant du marché africain, le COMESA reste la principale destination des produits comoriens. Cette région a capté près de 69,2% des produits vendus dans le marché africain, qui sont du girofle et des produits usés.

Par classement-pays, la France détient la première place (+45,6% des exportations totales) pour les ventes comoriennes, suivi de l'Inde qui a capté 38,3% du total des exportations.

Figure 2 : Top 5 de destinations pour les exportations comoriennes au 3^{ème} trim. 2018 (en % du total)



Source : Banque Centrale des Comores

1.1. Contraction des importations de biens

Les importations CAF se sont établies à 28,6 milliards à fin septembre 2018 contre 35,4 milliards le trimestre précédent, en liaison avec la baisse des importations des produits énergétiques et des biens d'équipement sur

la période. En glissement annuel, ces importations ont enregistré une hausse de 4,7%, tirée par la progression des importations de tous les groupes de biens sauf les produits énergétiques.

Tableau 3 : Evolution des produits importés en millions FC

Données FOB	T3.2017	T1.2018	T2.2018	T3.2018	Variation (%)	
	a	b	c	d	d/c	d/b
Produits alimentaires	10 028	6 208	8 024	10 414	29,8	3,8
Produits énergétiques	6 655	6 322	6 728	5 845	-13,1	-12,2
Biens d'équipement	5 112	4 127	14 674	5 820	-60,3	13,8
Biens intermédiaires	4 722	4 602	5 162	5 639	9,2	19,4
Autres Produits	765	555	840	858	2,1	12,2
Total	27 283	21 816	35 428	28 576	-19,3	4,7

Source : Banque Centrale des Comores

En effet, les produits énergétiques ont été importés à hauteur de 5,8 milliards à fin septembre 2018 contre 6,7 milliards le trimestre précédent, en liaison avec la baisse des importations de pétrole (-46,3%) et de gazole (-6,9%). Les importations de biens d'équipement pour leur part se sont établies à 5,8 milliards contre 14,7 milliards à fin juin 2018, liée principalement à l'arrivée, au deuxième trimestre, des camions pour les travaux d'infrastructures notamment routières.

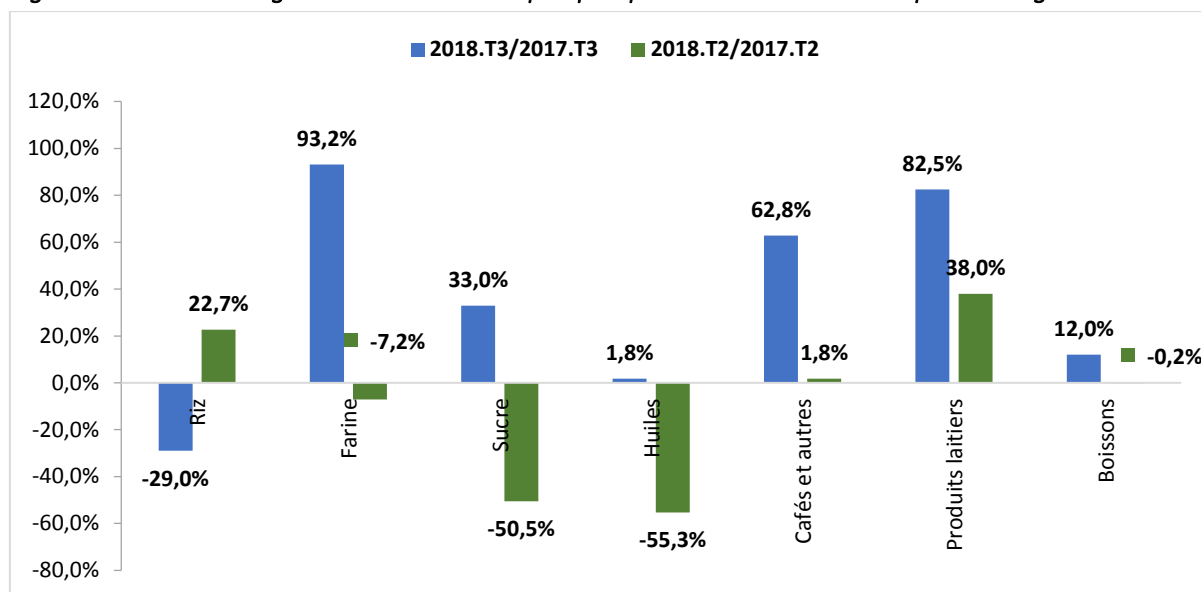
En revanche, les produits alimentaires et les biens intermédiaires ont respectivement

affiché une progression de 29,8% et 9,2% en comparaison avec le trimestre précédent.

Les importations de produits alimentaires sont passés de 8,02 milliards à fin juin 2018 à 10,4 milliards trois mois après. Cette progression masque des évolutions divergentes au niveau de ses sous rubriques.

- Les produits carnés ont affiché une hausse de 25,5% pour s'établir à 3,5 milliards à fin septembre contre 2,8 milliards le trimestre précédent. En glissement annuel, les importations de ces produits sont également en hausse (+25,8%).

Figure 4 : Variation en glissement annuel de quelques produits alimentaires en pourcentage



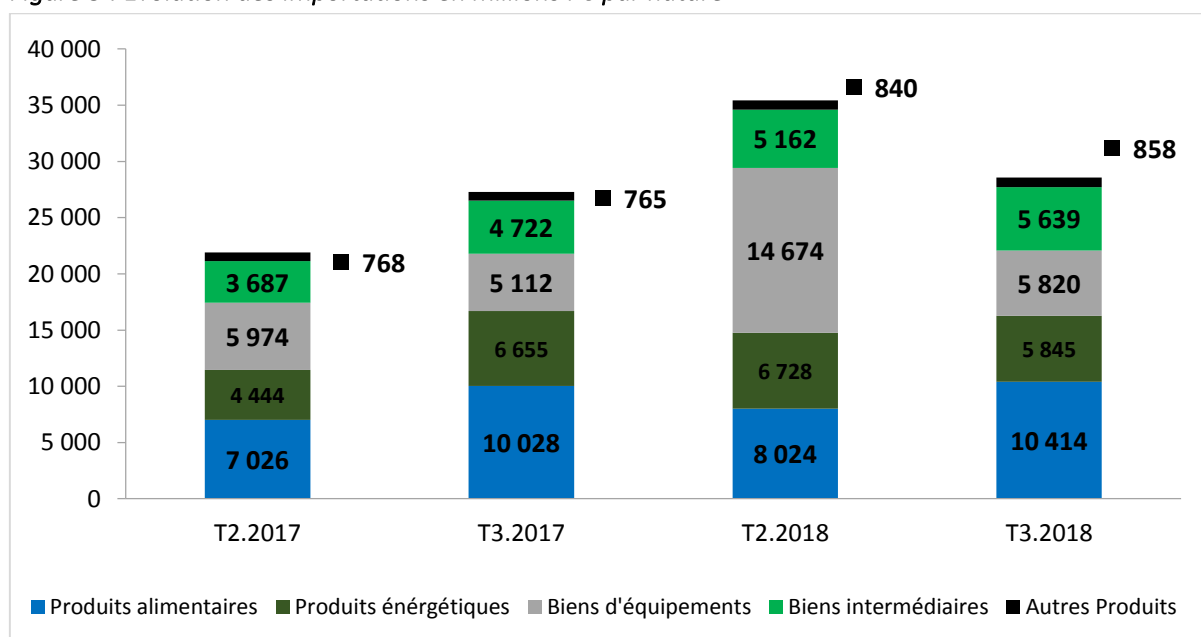
Source : Banque Centrale des Comores

• Les importations d'animaux ont augmenté de 18,1% entre juin et septembre 2018.

• Les importations de riz, premier bien de consommation alimentaire aux Comores, sont en forte hausse et se sont établies à 3,6

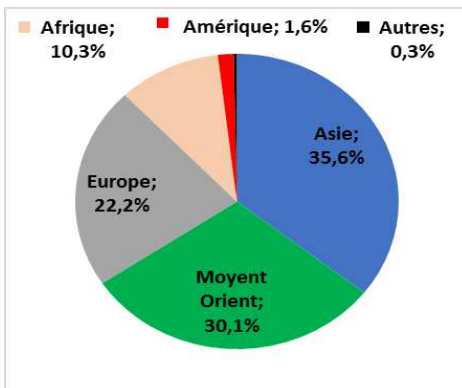
milliards à fin septembre 2018 après 1,4 milliard trois mois avant. Cette hausse est essentiellement tirée, par les importations du riz de luxe en liaison avec la forte demande durant la période des grands mariages, même si en glissement annuel, les importations de riz ont reculé de 29%.

Figure 5 : Evolution des importations en millions FC par nature



Sources : Direction Générale des Douanes, BCC-Service Statistiques

Par zone géographique, le marché asiatique devient le premier fournisseur des Comores au troisième trimestre 2018 en détrônant le Moyen-Orient qui avait occupé ce premier rang les deux premiers trimestres 2018. Les acquisitions de produits dans ce marché se sont évaluées à 10,1 milliards à fin septembre 2018, soit 35,6% des importations totales du trimestre revu. La Chine et le Japon sont les principaux fournisseurs des Comores dans ce marché. En raison de la baisse des importations des produits énergétiques, le Moyen-Orient devient le deuxième fournisseur du pays au troisième trimestre 2018, fournissant 30,1% des importations totales de cette période. Principal fournisseur des Comores dans ce marché, les Emirats ont livré près de 98% de la valeur des importations comoriennes. Occupant la troisième place, le marché européen a fourni près de 22,2% des

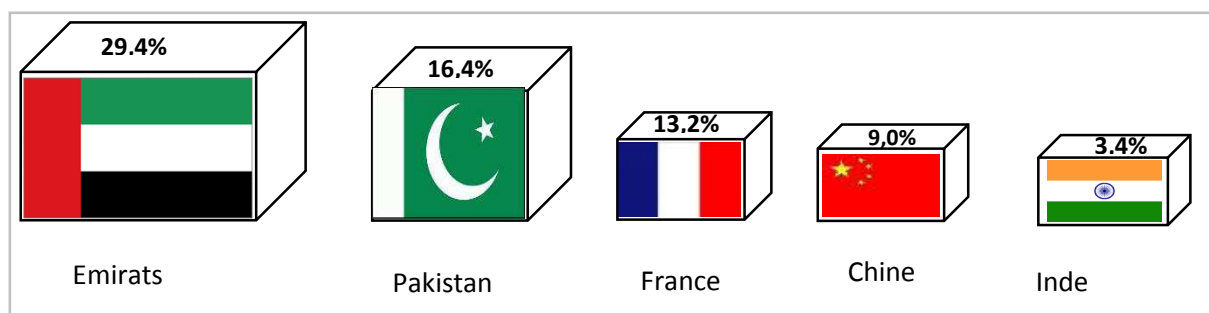


importations comoriennes à fin septembre 2018 après 15,5% le trimestre précédent.

Pour l'Afrique, les importations en provenance de ce continent ont légèrement augmenté passant de 2,6 milliards à fin juin 2018 à 2,9 milliards au troisième trimestre. Dans ce marché, les pays du COMESA sont les principaux fournisseurs des Comores, plus principalement Madagascar et Maurice qui ont respectivement 28,6% et 19,2% des importations des Comores.

Par ailleurs, les Émirats Arabes Unis restent les principaux fournisseurs des Comores même si leur part dans le total des importations a baissé par rapport au trimestre précédent (29,4% des importations totales à fin septembre 2018) en raison de la baisse des importations des produits pétroliers.

Figure 7 : Top 5 de provenance pour les importations des Comores au troisième trimestre 2018 en % du total



Source : Banque Centrale des Comores

II. Evolution de la situation monétaire

2.1. La masse monétaire et ses contreparties

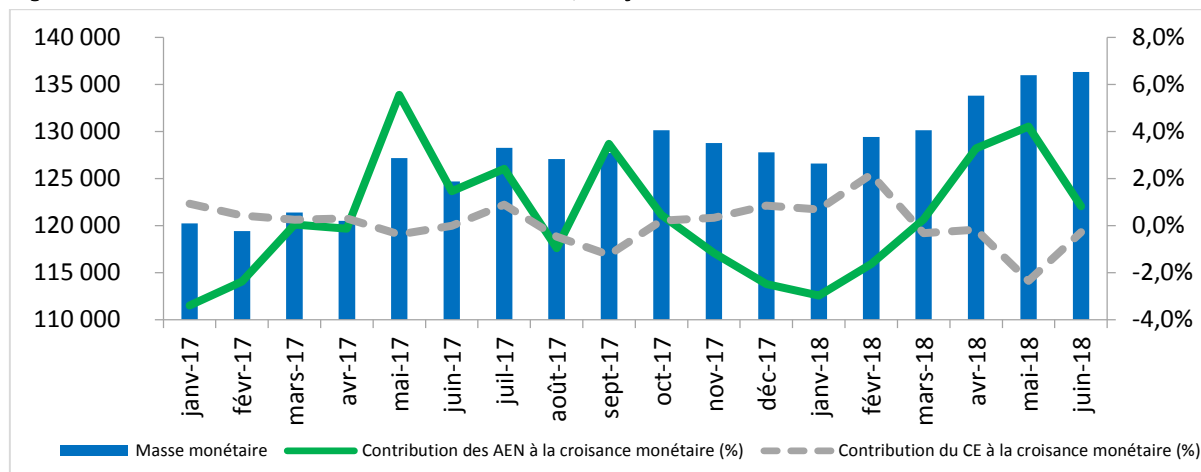
La progression de la masse monétaire enregistrée au deuxième trimestre se poursuit au troisième trimestre, passant de

130,2 milliards à fin juin à 136,3 milliards à fin septembre 2018, soit une hausse de 4,8%. Cette évolution est liée à la progression des

avoirs extérieurs nets (+16,2%), en dépit de la contraction du crédit intérieur (-5,2%). En comparaison avec à la même période de

l'année précédente, l'agrégat monétaire au sens large (M2) affiche une hausse de 9,3%.

Figure 8 : Evolution des indicateurs en millions FC, sauf indication



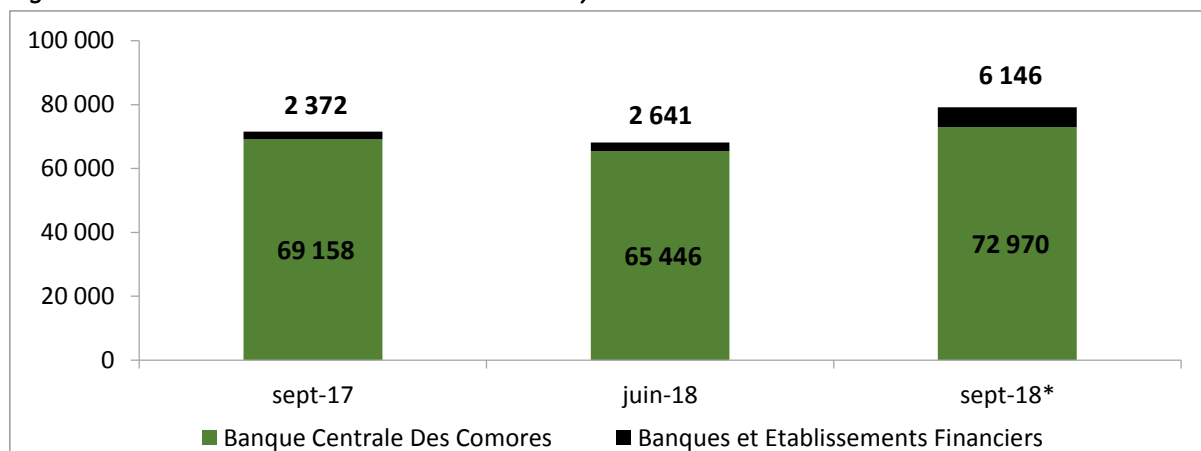
Source : Banque Centrale des Comores

2.1.1. Progression des avoirs extérieurs nets

Contrairement au trimestre précédent, l'évolution des avoirs extérieurs nets montre cette fois, une hausse, passant de 68,1 milliards à fin juin à 79,1 milliards à fin septembre 2018. Cette situation est conséquente aussi bien à l'augmentation de la position extérieure nette de la Banque Centrale (+7,5 milliards) qu'à celle des

Banques et Etablissements Financiers (+3,5 milliards). En effet, l'augmentation des avoirs extérieurs nets est principalement expliquée par la hausse des actifs extérieurs du système et la baisse des engagements surtout ceux de la Banque Centrale en liaison avec le paiement des échéances de la dette auprès du FMI.

Figure 9 : Evolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

2.1.2. Contraction du crédit intérieur

A fin septembre 2018, l'encours du crédit intérieur a enregistré une baisse de 5,1%, passant de 95,1 milliards à fin juin 2018 à 90,5 milliards à fin septembre 2018. Ce recul est imputable à la contraction simultanée des créances à l'Etat et des crédits à l'économie.

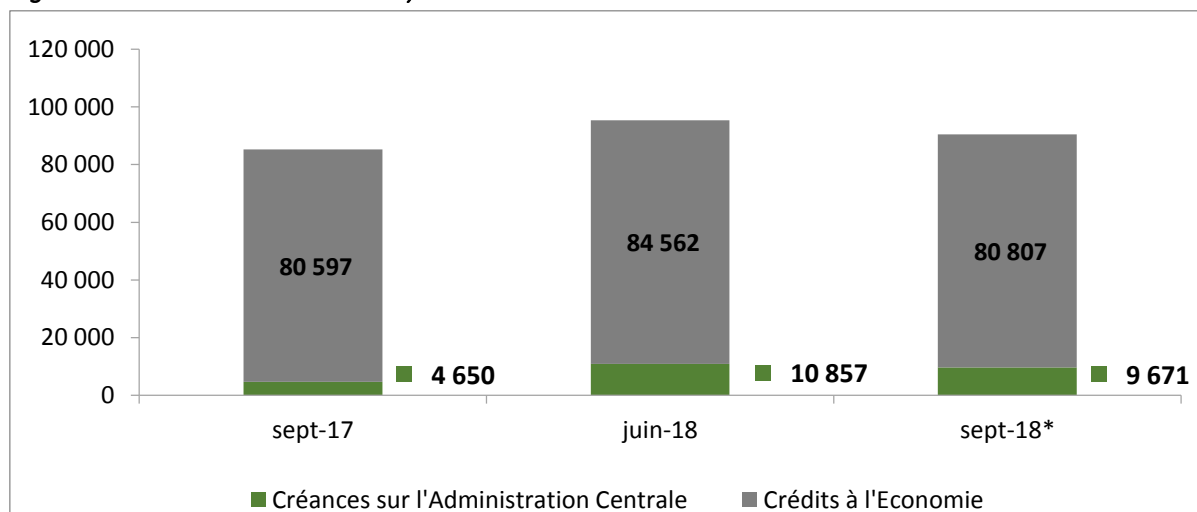
En effet, les créances nettes à l'Etat se sont établies à 9,7 milliards à fin septembre 2018 contre 10,9 milliards à fin juin 2018, en liaison avec le recul des créances brutes sur

l'administration centrale, accentuée par la hausse de ses dépôts.

Les crédits à l'économie pour leur part ont également baissé, s'établissant à 80,8 milliards à fin septembre 2018 contre 84,7 milliards trois mois avant.

Par ailleurs, en glissement annuel, le crédit intérieur a affiché une hausse de 6,13%, en liaison avec la hausse des créances nettes à l'Etat (+107,9%), le crédit à l'économie s'étant consolidé à 0,3%.

Figure 10 : Evolution du crédit du système bancaire en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

2.1.3. Composantes de la masse monétaire

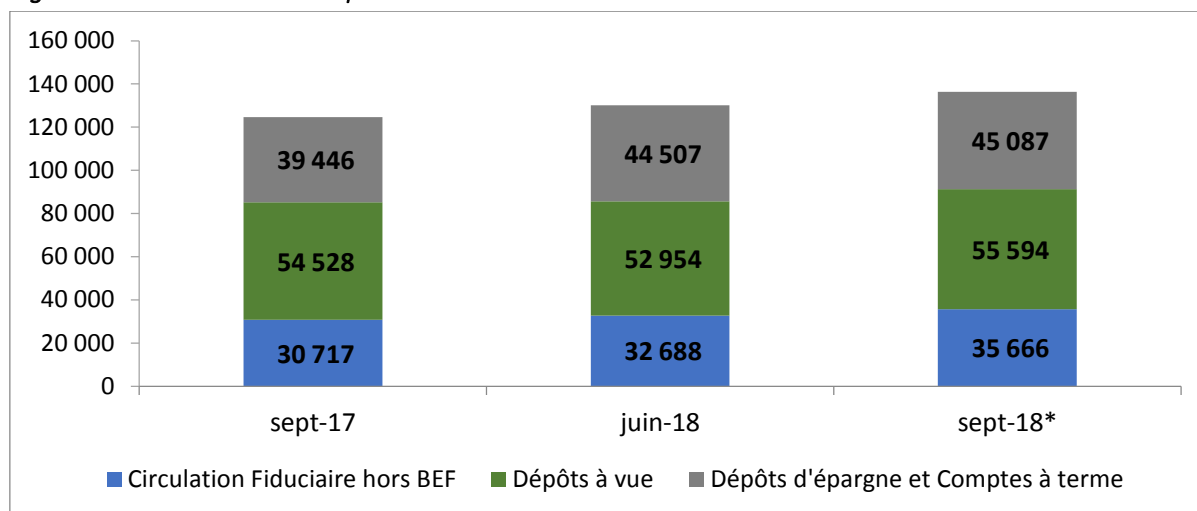
L'analyse de la croissance monétaire à partir de ses composantes fait ressortir les évolutions suivantes :

- La circulation fiduciaire a augmenté de 3 milliards (+9,1%) pour s'établir à 35,7 milliards à fin septembre 2018, représentant 26,2% de la masse monétaire.
- Les dépôts à vue (représentant 40% de la masse monétaire), se sont élevés à 55,6 milliards à fin septembre 2018, en hausse de 2,6 milliards par rapport à fin juin 2018 (+5%).

En somme, l'agrégat M1-moyen de paiements a progressé de 6,5% pour s'établir à 91,3 milliards à fin septembre 2018 contre 85,6 milliards trois mois avant.

- Les dépôts d'épargne et comptes à terme se sont consolidés au troisième trimestre pour se situer à 45 milliards après 44,5 milliards au trimestre précédent (+1,3%).

Figure 11 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Tableau 4 : Evolution de la masse monétaire en millions FC, sauf indication

Rubriques (en millions FC)	sept-17	juin-18	sept-18*	Variation trimestrielle		Variation en g. annuel	
				Absolue	Relative (%)	Absolue	Relative (%)
Masse Monétaire	124 691	130 150	136 347	6 197	4,76	11 656	9,34
Circulation Fiduciaire (-BEF)	30 717	32 688	35 666	2 978	9,10	4 949	16,11
Dépôts à vue	54 528	52 954	55 594	2 639	4,98	1 066	1,95
Dépôts d'épargne	39 446	44 507	45 087	580	1,30	5 641	14,30
Avoirs Extérieures Nets	71 531	68 087	79 117	11 030	16,19	7 586	10,60
AEN-BCC	69 158	65 446	72 970	7 525	11,49	3 812	5,51
AEN-BEF	2 372	2 641	6 146	3 505	132,68	3 774	159,06
Crédit Intérieur	85 247	95 419	90 479	- 4 941	- 5,17	5 232	6,13
A l'Etat	4 650	10 857	9 671	- 1 186	- 10,92	5 022	107,99
A l'économie	80 597	84 562	80 807	- 3 754	- 4,43	211	0,26
Autres Postes Nets	- 32 086	- 33 357	- 33 275	82	- 0,24	- 1 189	3,70

Source : Banque Centrale des Comores, * : chiffres provisoires

2.2. L'activité bancaire

Au troisième trimestre 2018, le total des bilans consolidés des établissements de crédit s'est légèrement accru de 1,8% s'établissant à 128,3 milliards à fin septembre contre 126 milliards à fin juin.

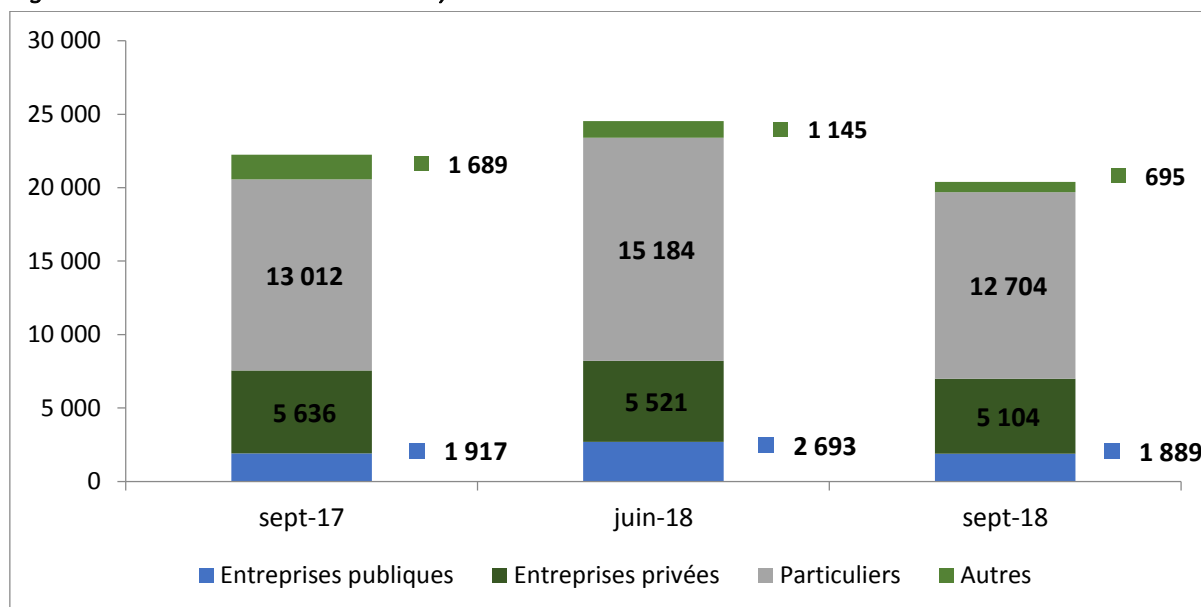
2.2.1 Contraction de l'encours de crédit

L'encours des crédits accordés par les banques et établissements financiers est en recul de 4,2 milliards, s'établissant à 81,7 milliards à fin septembre 2018 contre 85,9 milliards le trimestre précédent, soit une baisse de 4,9%. Cette situation est expliquée

en grande partie par la diminution du crédit à moyen terme. En effet, au troisième trimestre, l'encours du crédit à moyen terme accordé à tous les agents économiques a

baissé notamment, les crédits accordés aux ménages (-16,3%). Il s'est établi à 20,4 milliards à fin septembre contre 24,5 milliards à fin juin 2018.

Figure 12 : Evolution des crédits à moyen terme en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Les crédits à court terme pour leur part, se sont consolidés autour de 30 milliards entre juin et septembre 2019. Cette évolution est liée à la diminution de l'encours de crédit accordé aux ménages (-7,1%), compensée par

la hausse de ceux accordés aux entreprises privées (+23%). Pour sa part, le crédit à long terme a augmenté de 3,6%, passant de 5 milliards à fin juin 2018 à 5,2 milliards à fin septembre 2018.

Figure 13 : Evolution des crédits à court terme en millions FC

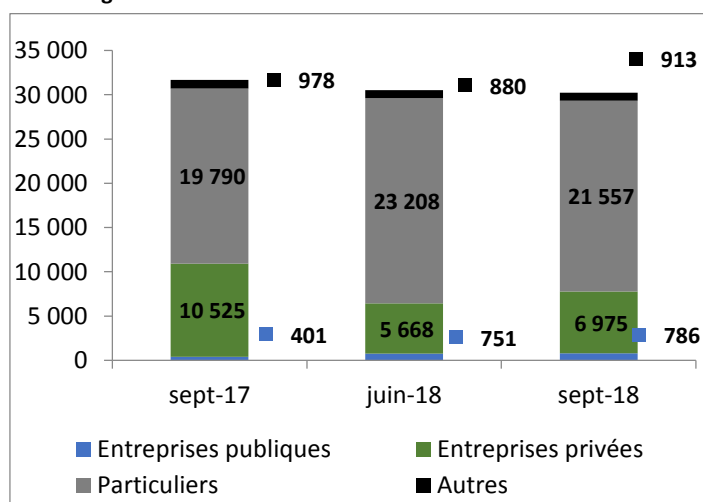
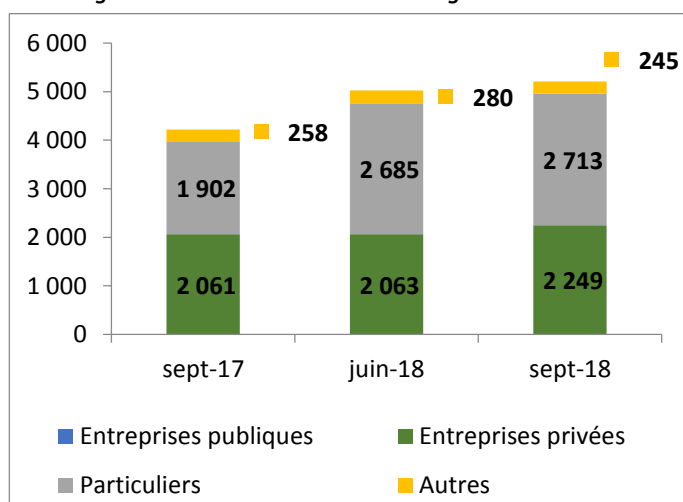


Figure 14 : Evolution des crédits à long terme en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Tableau 5 : Les créances bancaires sur l'économie en millions FC

Rubriques	sept-17	juin-18	sept-18	Variation relative (%)	
				Trimestrielle	Annuelle
Crédits	82 430	85 859	81 685	- 4,86	- 0,90
Court terme	31 695	30 507	30 231	- 0,90	- 4,61
Entreprises publiques	401	751	786	4,70	95,96
Entreprises privées	10 525	5 668	6 975	23,04	- 33,73
Particuliers	19 790	23 208	21 557	- 7,11	8,92
Autres	978	880	913	3,82	- 6,65
Moyen terme	22 254	24 543	20 392	- 16,91	- 8,36
Entreprises publiques	1 917	2 693	1 889	- 29,87	- 1,45
Entreprises privées	5 636	5 521	5 104	- 7,56	- 9,44
Particuliers	13 012	15 184	12 704	- 16,33	- 2,36
Autres	1 689	1 145	695	- 39,26	- 58,82
Long terme	4 222	5 028	5 207	3,56	23,32
Entreprises publiques	-	-	-	-	-
Entreprises privées	2 061	2 063	2 249	8,99	9,10
Particuliers	1 902	2 685	2 713	1,05	42,60
Autres	258	280	245	- 12,42	- 5,13
Autres crédits	24 259	25 782	25 855	0,28	6,57

Source : Banque Centrale des Comores

En termes de répartition, plus de 90% de l'ensemble des financements a été destiné aux entreprises privées et aux ménages en dépit de la diminution de leur part dans le total des crédits.

- La part des financements alloués aux entreprises privées a progressé pour s'établir à 38,2% à fin septembre contre 36,3% à fin juin 2018.

- Celle des crédits accordés aux ménages (y compris le secteur informel) est passée de 57,3% à fin juin 2018 à 56,4% trois mois après.

- Les parts accordées aux entreprises publiques et à la catégorie « Autres » pour leur part, ont enregistré une baisse au troisième trimestre 2018, passant respectivement de 4% et 2,4% à fin juin à 3,3% et 2% trois mois après.

Tableau 6 : Répartition des crédits par catégorie, en pourcentage du total

Crédits par catégories	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3
Entreprises publiques	2,94	2,82	2,82	4,04	3,29
Entreprises privées	42,70	41,48	41,04	36,30	38,23
Ménages (yc secteur informel)	51,06	52,90	53,94	57,25	56,43
Autres	3,30	2,80	2,20	2,42	2,04

Source : Banque Centrale des Comores

2.2.2. Renforcement de l'encours des dépôts

A fin septembre 2018, les dépôts collectés par les Banques et Etablissements Financiers ont augmenté de 4,8% pour s'établir à 104 milliards. Cette évolution est imputable à la hausse des dépôts à vue (+8,3%), les dépôts à terme s'étant consolidés.

En termes de répartition :

- La part des dépôts des ménages a diminué, et ressort à 68,3% à fin septembre 2018 contre 69,6% le trimestre précédent.
- La part des dépôts effectués par les entreprises privées a diminué de 0,4 point de

pourcentage, passant de 18,9% à fin juin à 18,5% à fin septembre.

- Pour le cas des entreprises publiques, la part des dépôts effectués par rapport au total a légèrement augmenté, passant de 8% à 8,5% à fin septembre 2018.

- De même, la catégorie « Autres » a également enregistré une hausse de sa part des dépôts dans le total des dépôts collectés, passant de 3,5% à fin juin 2018 à 4,7% trois mois plus tard.

Tableau 7 : Répartition des dépôts par catégorie, en pourcentage du total

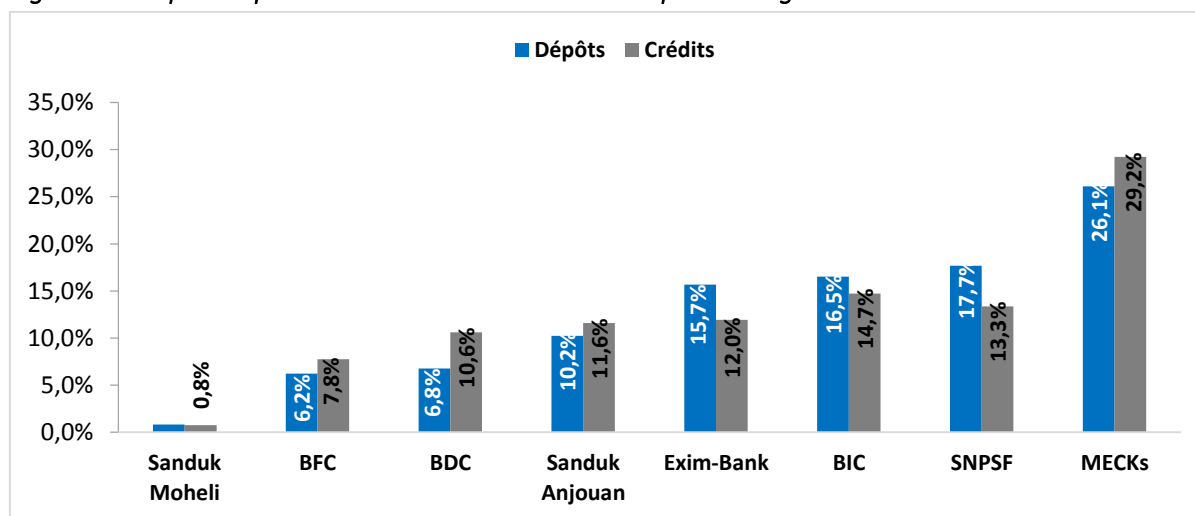
Dépôts par catégories	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3
Entreprises publiques	10,59	8,04	4,17	7,98	8,51
Entreprises privées	15,84	16,41	18,49	18,93	18,48
Ménages (yc secteur informel)	68,67	70,38	71,30	69,58	68,34
Autres	4,90	5,16	6,04	3,52	4,67

Source : Banque Centrale des Comores

En termes de parts de marché, le réseau des Mecks, avec ses bonnes performances continue de garder sa première place en matière de collecte de dépôts et d'octroi de

crédits. A fin septembre 2018, il détient près de 26,1% des dépôts effectués par les acteurs économiques, suivi de la SNPSF (+17,7%).

Figure 14 : Dépôts auprès des BEF et crédits accordés en pourcentage du total



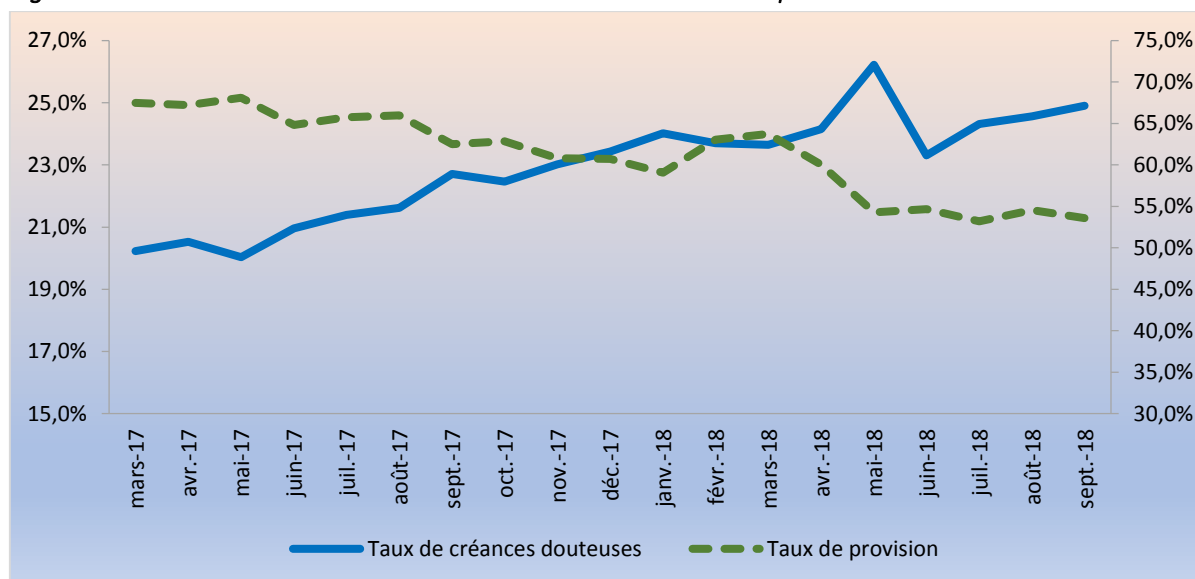
Source : banque Centrale des Comores

2.2.3. Les créances en souffrance

La qualité du portefeuille s'est améliorée au terme du troisième trimestre 2018. En effet le taux de créances douteuses a enregistré une baisse de 2,1 points de pourcentage passant de 27% à fin juin à 24,9% à fin septembre. Toutefois, en dépit de sa diminution il reste

quand même élevé et continue ainsi à inquiéter les établissements de crédit notamment par rapport à son impact sur la rentabilité. Le taux de provisionnement de ces créances douteuses est resté quasiment stable autour de 54%.

Figure 15 : Evolution du taux des créances douteuses et du taux de provisionnement



Source : Banque Centrale des Comores

2.3. La chambre de compensation

Aux termes des neuf premiers mois de l'année 2018, le volume des transactions (chèques et virements) traité en compensation à la Banque Centrale a légèrement augmenté par rapport à la même période de l'année 2017. En effet, le nombre de transactions traité en compensation de janvier à septembre est ressorti à 63.915 (122,8 milliards) contre 63.354 (127,1 milliards) sur la même période de 2017, soit une hausse en volume de 1%, mais une baisse en valeur de 3,4%.

En revanche, en variation trimestrielle, la valeur des chèques et virements présentée à la chambre de compensation a baissé de 38,6%.

A fin septembre 2018, **15.848** chèques représentant une valeur de 10,5 milliards, ont été présentés à la compensation contre 17.758 chèques, d'une valeur de 16,403 milliards au trimestre précédent et 17.669 (14,3 milliards), au troisième trimestre de

l'année 2017. Sur ces 15.848 chèques présentés, 400 (représentant 2,5% du total des chèques pour une valeur de 370 millions), ont fait l'objet de rejet contre 508 (soit 2,9% du total des chèques représentant une valeur de 464 millions) au trimestre précédent.

Parallèlement, 3.727 demandes de virements (représentant 21,6 milliards) ont été présentées à la compensation à fin septembre 2018 contre 5.200 (représentant 35,9 milliards) au trimestre précédent et 4.039 (32,9 milliards) au troisième trimestre 2017. Sur ces 3.727, 79 demandes de virement représentant une valeur de 329 millions, ont fait l'objet de rejet, contre 155 demandes de virement (pour une valeur de 2,4 milliards) au trimestre précédent. En somme, le nombre de virements présentés a fortement baissé entre le deuxième et le troisième trimestre 2018 aussi bien en valeur (-39%) qu'en nombre (-28%).

Tableau 8 : Chambre de compensation

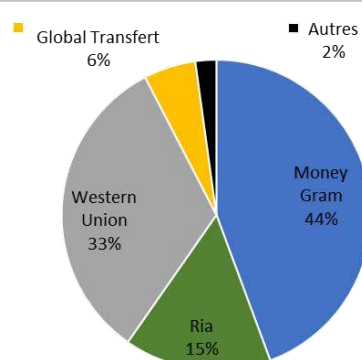
	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2016	63 748	57 232	1 357	1 414	13 335	67 163	261	1 484
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133
2018 T2	17 758	16 403	508	464	5200	35 901	155	2 358
2018 T3	15 848	10 507	400	370	3727	21 594	79	329

Source : Banque Centrale des Comores ; * : en millions de Francs Comoriens

2.4. Les opérations de change manuel et transferts d'argent

2.4.1. Les transferts d'argent

Transfert	Réceptions	Emissions
Année 2016	22 813	20 458
2017 T1	6 393	1 573
2017 T2	8 393	2 504
2017 T3	9 110	2 387
2017 T4	8 914	2 769
Année 2017	32 810	9 233
2018 T1	8 982	2 478
2018 T2	9 102	2 989
2018 T3	9 054	2 170



A fin septembre 2018, les transferts d'argent reçus via les sociétés spécialisées se sont consolidés à 9 milliards. Ces transferts sont principalement effectués auprès de Money Gram, qui demeure toujours le principal opérateur pour les envois de fond aux Comores. Leur part de marché s'est établie à 44% à fin septembre 2018. Suivi de Western

Union, ce dernier détient 33% des parts de marché.

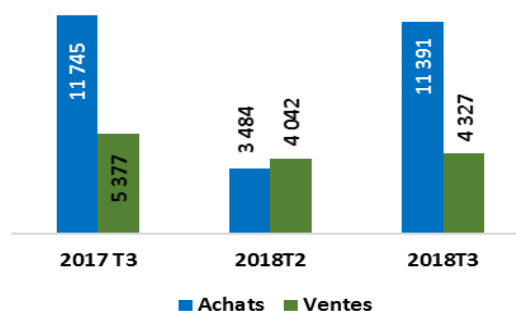
S'agissant des transferts émis, ils se sont établis à 2,2 milliards à fin septembre 2018, contre 2,9 milliards au deuxième trimestre 2018, enregistrant une baisse de 27%.

2.4.2. Les opérations de change manuel

Les achats de devises effectués par le système bancaire ont fortement augmenté pour s'établir à 11,4 milliards au troisième trimestre 2018 contre 3,5 milliards au trimestre précédent. Toutefois, par rapport à la même période de 2017, ces achats de

devises se sont consolidés autour de 11 milliards. En revanche, les ventes de devises pour leur part ont subi une faible augmentation pour se situer à 4,3 milliards à fin septembre contre 4,04 milliards trois mois avant.

Change manuel	Achats	Ventes
2016 T4	5 172	4 824
Année 2016	22 813	20 458
2017 T1	4 859	3 911
2017 T2	3 519	3 906
2017 T3	11 745	5 377
2017 T4	5 369	3 878
Année 2017	25 491	17 072
2018 T1	4 894	4 484
2018T2	3 484	4 042
2018T3	11 391	4 327



2.5. Taux d'intérêt et de change

En l'absence d'un marché monétaire, et continue d'indexer ses opérations sur le taux d'une politique de taux, la Banque Centrale de marché interbancaire de la BCE (EONIA).

Tableau 9 : Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	AVRIL - 18	MAI - 18	JUIN - 18	JUILLET - 18	AOÛT - 18	SEPTEMBRE - 18
Taux Nationaux						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,135	1,137	1,139	1,136	1,140	1,139
TAUX DE REMUNERATION						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA - 1,25)*	-1,615	-1,613	-1,611	-1,614	-1,61	-1,61
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-0,490	-0,488	-0,486	-0,489	-0,485	-0,486
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
Taux de change par rapport au Franc comorien à fin de mois (à titre indicatif)						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,125	0,128	0,126	0,126	0,131	0,125
DOLLAR – USD	400,700	416,537	421,290	421,071	491,968	421,992
ROUPIE – MUR (MAURICE)	11,780	12,009	12,713	12,241	12,343	12,278
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,177	0,183	0,185	0,184	0,186	0,185
YUAN- CNY (CHINE)	63,558	65,328	65,151	62,646	62,202	58,200

Sources : Banque centrale des Comores, Banque de France

III. Evolution des soldes d'opinion

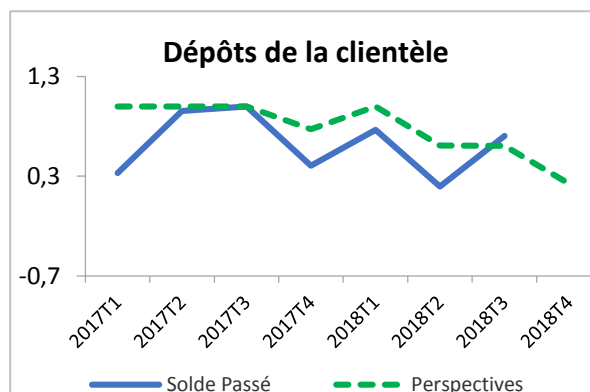
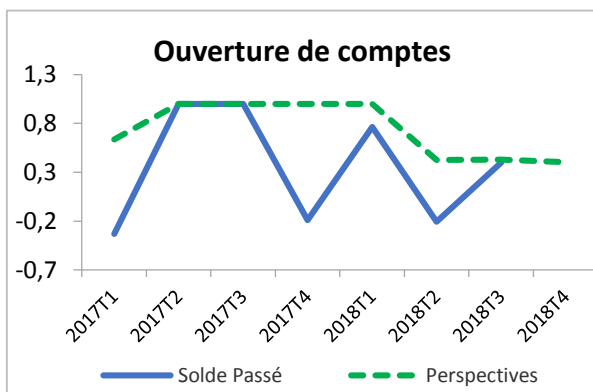
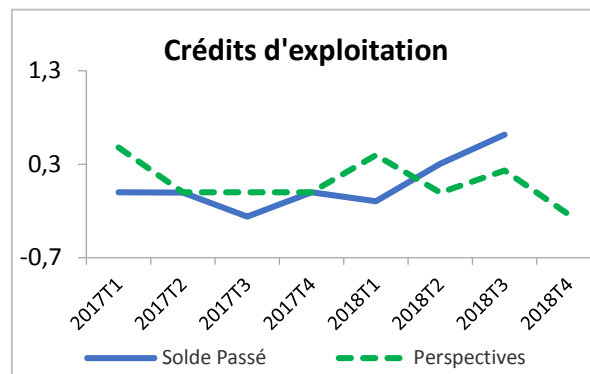
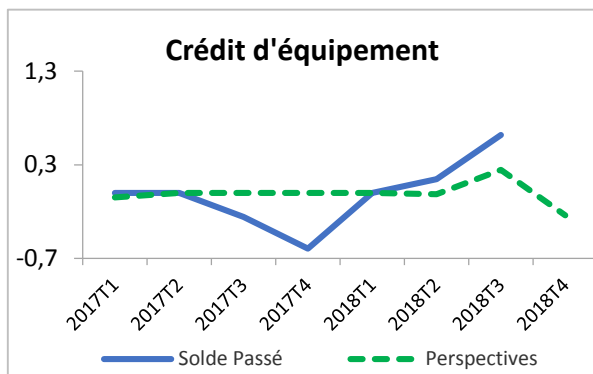
Les chefs des établissements interrogés au troisième trimestre sur l'évolution du climat des affaires à fin septembre 2018 ont affiché les résultats suivants :

- Une progression de l'activité au niveau de **l'ouverture des comptes** et de **la collecte des dépôts** par rapport au deuxième trimestre 2018. En effet, l'ouverture des comptes et la collecte de l'épargne ont

augmenté, faisant passer les soldes d'opinion de 0,21 et 0,20 point de pourcentage à fin juin 2018 à 0,40 et 0,71 point de pourcentage respectivement le trimestre suivant, dépassant les perspectives initialement prévues par ces dirigeants. Ces mêmes dirigeants ont tablé sur une stabilisation au niveau de l'ouverture des comptes, mais une baisse quant à la collecte des dépôts pour le quatrième trimestre 2018.

• En outre, **les crédits d'équipement et d'exploitation** ont également augmenté enregistrant des soldes d'opinion de 0,62 pour les deux indicateurs au troisième trimestre contre respectivement 0,15 et 0,31

point de pourcentage à fin juin 2018. Une tendance à la baisse est annoncée par les chefs d'établissements de crédit pour le dernier trimestre.



En revanche, **les crédits accordés aux particuliers** ont enregistré un repli selon les dirigeants des établissements de crédit, faisant établir le solde d'opinion à 0,38 point de pourcentage à fin septembre 2018 contre 0,57 point de pourcentage trois mois avant. Toutefois, au dernier trimestre 2018, ces crédits seraient en hausse selon les opinions des dirigeants.

• **Les crédits accordés au secteur informel** ont également baissé entre le deuxième et le troisième trimestre 2018 faisant passer le solde d'opinion de 0,10 point de pourcentage à fin juin 2018 à -0,14 le trimestre suivant.

• S'agissant **des créances en souffrance**, les résultats issus de l'enquête auprès des

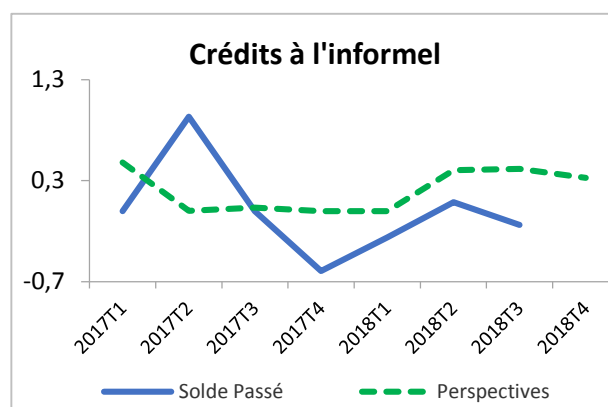
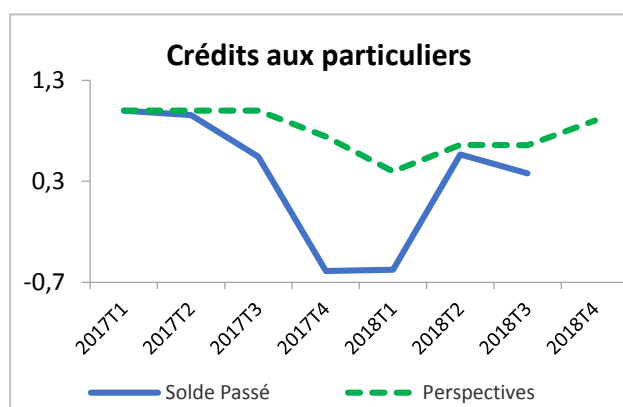
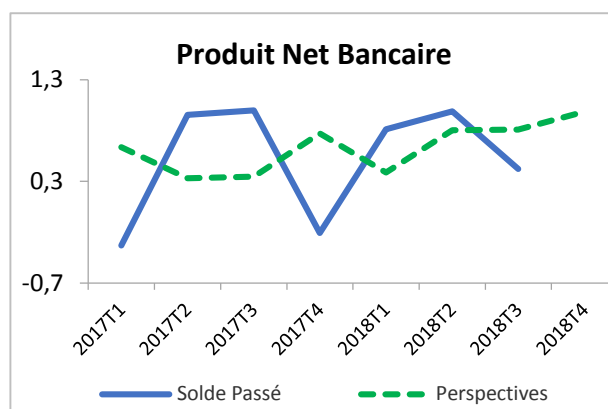
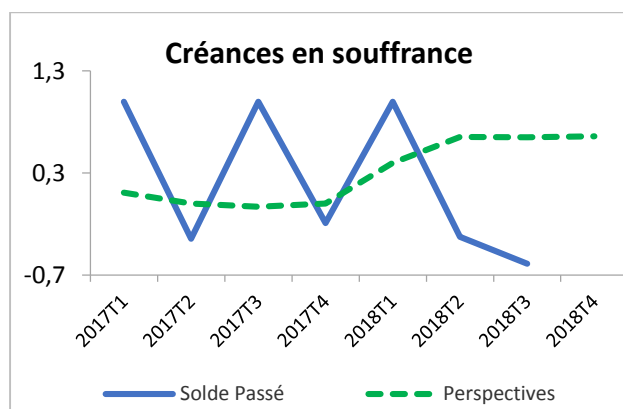
dirigeants des BEFs ont été en deçà des prévisions annoncées au cours du deuxième trimestre. Les soldes d'opinion ont diminué, passant de -0,33 à fin juin 2018 à -0,59 point trois mois après.

• Pour ce qui est du **produit net bancaire**, l'opinion des chefs des établissements fait ressortir une détérioration, avec un solde d'opinion en baisse passant de 0,99 point en juin 2018 à 0,42 point trois mois après. Toutefois, les prévisions des dirigeants tablent sur une hausse de cet indicateur au dernier trimestre 2018.

• Quant à **l'environnement économique**, les soldes d'opinion font ressortir une dégradation continue avec

• des perspectives toujours défavorables pour le quatrième trimestre 2018. Au quatrième trimestre 2018, l'environnement devrait être en

amélioration par rapport au troisième trimestre 2018 selon l'opinion des chefs d'établissements de crédits.



Source : Banque Centrale des Comores

IV. NOTE THEMATIQUE :

INCLUSION FINANCIERE AUX COMORES :

Le point de vue de la BCC.

Une contribution au Rapport Annuel 2017 de la Zone Franc

<https://publications.banque-france.fr/rapport-annuel-de-la-zone-franc-2017>

Le point de vue de la BCC

Inclusion financière aux Comores



Le concept d'inclusion financière vise toute démarche permettant l'accès et l'utilisation permanents de services et produits financiers pour une large partie de la population adulte. Il s'agit très concrètement de l'accès aux services financiers et bancaires de base à faible coût, surtout pour ceux qui sont exclus des services classiques.

Aux Comores, en dépit de l'absence d'une stratégie nationale d'inclusion financière formalisée, la Banque centrale des Comores (BCC), dans son rôle de garant de la stabilité financière, a toujours été au cœur des initiatives prises pour rendre les services et produits financiers accessibles à toutes les catégories de la population. À cet effet, plusieurs chantiers ont été mis en œuvre afin d'intégrer le plus d'acteurs possible dans le paysage bancaire comorien, tout en renforçant la fiabilité et la sécurité de leurs transactions au sein de ce secteur. Ces actions visent plus particulièrement les populations les plus exclues du système financier classique, notamment les populations rurales, les femmes, les jeunes, les petites et moyennes entreprises, et les personnes à faible éducation financière. Elles ont pour but de permettre une grande accessibilité aux services bancaires et financiers de base.

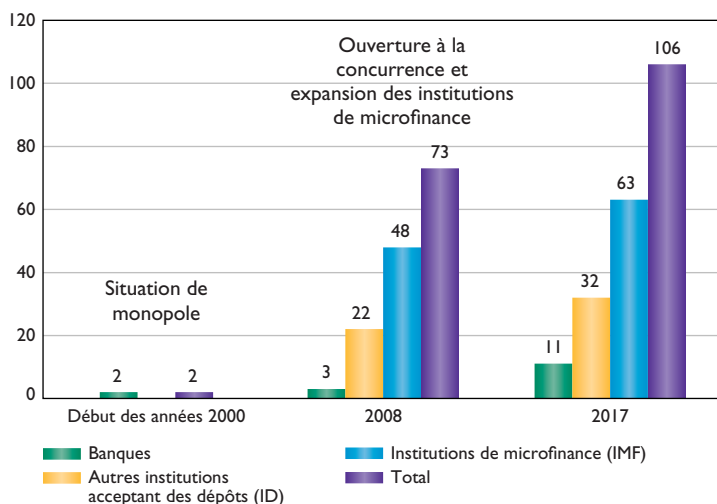
Le nombre d'agences sur tout le territoire national est passé de 2 en 2004 (agence de la BIC¹, à Mutsamudu sur l'île d'Anjouan, et le siège de la BIC à Moroni, sur l'île de la Grande Comore) à 106 aujourd'hui. Cette évolution a été rendue

possible par l'arrivée de la Société nationale des postes et des services financiers (SNPSF) et des institutions de microfinance (IMF) juste avant la deuxième moitié de la décennie 2000, avec respectivement 32 et 63 agences en 2017, contre 22 et 48 en 2008.

L'enquête Global Findex, menée en 2011 par la Banque mondiale en collaboration avec le Gallup World Poll et financée par la fondation Bill & Melinda Gates, fait mention d'un taux de bancarisation de l'ordre de 22% (26% pour les hommes et 18% pour les femmes). Ce taux est proche de celui estimé par les équipes de la Banque centrale qui ont récemment mené une enquête dont les résultats sont encore provisoires, avec un taux de bancarisation estimé à 20,2% en 2017,

contre 5,2% en 2000 avec le monopole de la BIC. Par ailleurs, les estimations de la Banque centrale confirment la grande disparité (avec des taux pouvant aller du simple au triple) existant en matière d'inclusion financière entre les zones urbaines et rurales. Enfin, les données provisoires de la Banque centrale démontrent qu'il existe également une grande hétérogénéité aux Comores en fonction du sexe en matière d'accès aux services financiers, les hommes ayant un taux de bancarisation nettement supérieur à celui des femmes. Cette tendance avait déjà été mise en évidence dans l'enquête Global Findex de 2011.

Nombre d'agences



Source : BCC.

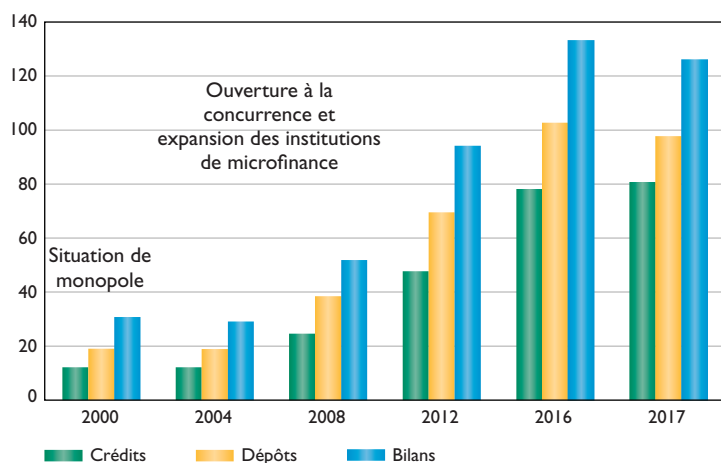
¹ Banque pour l'industrie et le commerce – Comores.

1| Les mesures prises par les autorités pour soutenir l'inclusion financière

Conscients des enjeux de l'inclusion financière sur le développement des Comores, les pouvoirs publics avec l'appui de la Banque centrale ont mis en œuvre, ces dernières années, des réformes visant à instaurer un cadre propice à l'exercice de l'activité bancaire et financière et à la promotion de l'inclusion financière. Ces actions ont permis une profonde mutation du système bancaire comorien, avec la fin d'une situation monopolistique et l'octroi d'agréments à de nouveaux intervenants avec un effet immédiat sur l'évolution des crédits à l'économie. Jusqu'en 2004 (période marquée par une situation monopolistique dans le secteur financier), les crédits à l'économie, comme les dépôts, sont restés stables, évalués à une moyenne de 10,1 milliards de francs comoriens. Ils sont par la suite passés de 10,5 milliards en décembre 2004 à près de 75,2 milliards en décembre 2016.

Évolution des principaux indicateurs du système bancaire

(en milliards de francs comoriens (KMF))



Source : BCC.

Parallèlement, au cours de cette période, l'épargne collectée par le système bancaire sous forme de dépôts s'est inscrite en constante progression, pour s'établir fin décembre 2016 à 97,7 milliards, contre 19 milliards à fin décembre 2004.

2| Le développement des réseaux de microfinance

Aux Comores, au début des années 1990, les pouvoirs publics ont constaté qu'une grande partie de la population (les ménages à faible revenu, les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'artisanat et certaines petites entreprises) n'avait pas accès

aux services bancaires classiques. Ils ont donc favorisé, avec l'appui des bailleurs de fonds extérieurs, l'émergence des IMF. Depuis, le pays dispose d'une forte implantation de la microfinance à base exclusivement mutualiste. Il s'agit de deux réseaux de mutuelles d'épargne et de crédit, regroupées en unions : les trois unions de Sanduk et l'Union des Meck constituant les seules IMF de l'archipel.

Le secteur de la microfinance connaît aujourd'hui un essor remarquable en occupant la première place dans la collecte de l'épargne et la distribution de crédits, devançant ainsi les banques commerciales.

3| Un secteur en pleine mutation au cœur du système financier comorien

Sous la tutelle des ministères de la Production et des Finances, les deux réseaux mutualistes (Sanduk et Meck) proposent des services bancaires de proximité au bénéfice des populations urbaines et rurales non bancarisées. Chaque réseau a développé sa propre stratégie et sa propre politique.

Le réseau des caisses de Sanduk a été lancé en 1993 avec l'appui de l'Agence française de développement. Il est principalement implanté dans les zones rurales de l'île d'Anjouan avec une stratégie de financement des projets agricoles de montant modeste. L'agrément de la BCC a été donné en août 2006.

.../...



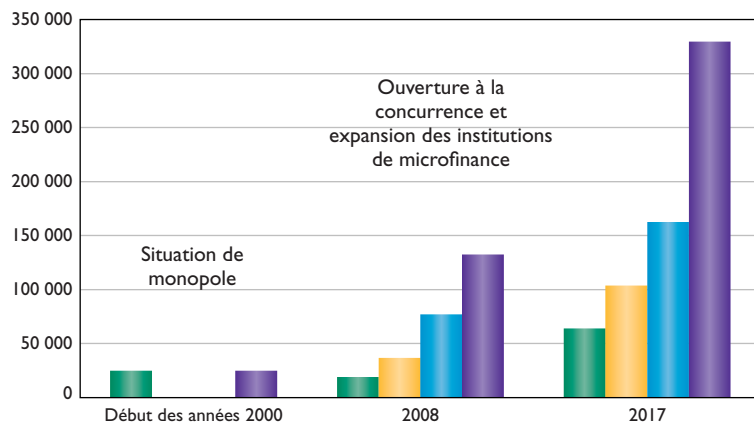
Les Mutuelles d'épargne et de crédit ya Komor (Meck) ont été lancées en 1995 dans le cadre du projet « Appui aux initiatives économiques de base » avec l'aide du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du gouvernement comorien. Elles avaient pour objectif de créer des structures de financement intermédiaires entre les caisses Sanduk et les établissements financiers classiques. Ces Meck visaient une clientèle à revenu moyen dans les principales villes, avec initialement douze mutuelles

autogérées et autonomes financièrement, capables de collecter l'épargne locale, de la faire fructifier et de la recycler sous forme de crédit pour le financement des initiatives économiques de base. L'agrément de la BCC a été octroyé en septembre 2005.

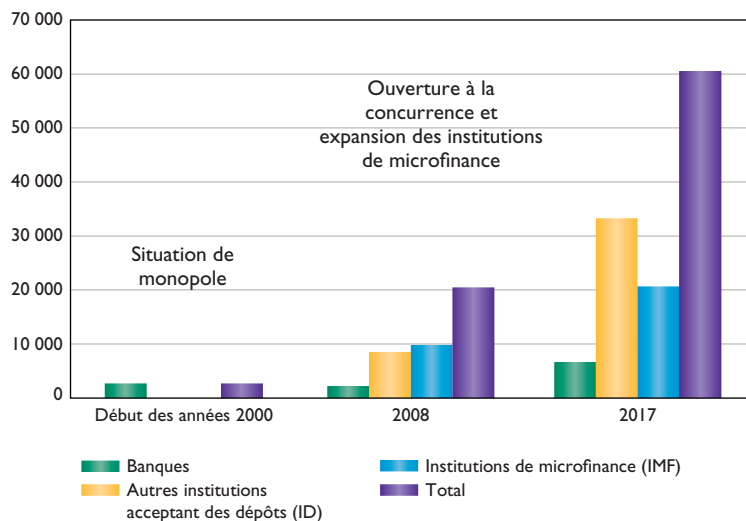
Avec 63 caisses à fin décembre 2017, les IMF continuent à jouer un rôle de soutien fondamental dans le financement de la croissance économique. Les chiffres les plus récents montrent une croissance régulière de l'activité des Meck et des Sanduk. D'après l'enquête du FMI sur l'accès aux services financiers en 2017, on dénombre 162 399 déposants pour les IMF (170 870 comptes de dépôt) et 63 783 déposants pour les banques (64 771 comptes de dépôt).

Concernant le portefeuille de crédit, on dénombre 20 646 emprunteurs, contre 6 628 emprunteurs pour les banques. Les IMF occupent donc aujourd'hui la première place dans la collecte de l'épargne et la distribution de crédits. Le portefeuille de crédit atteint 30,5 milliards de francs comoriens et 20 646 clients, soit une croissance annuelle du portefeuille de crédit estimée à 12,4 %, et une hausse du nombre des emprunteurs de 9,1 % en 2017 par rapport à 2016. Ces indicateurs démontrent le poids significatif de ces institutions et témoignent du degré de confiance dont elles bénéficient.

Nombre de déposants



Nombre d'emprunteurs



Source : BCC.



4| Renforcement de la supervision bancaire pour favoriser l'inclusion financière

Parallèlement, la Banque centrale a initié depuis 2008 un vaste projet de révision des textes réglementaires régissant le secteur qui dataient des années 1980. Elle a commencé par ses propres statuts avec le renforcement de son indépendance. Elle a ensuite révisé la loi bancaire en 2013, conformément aux principes de Bâle, établissant ainsi la Banque centrale en tant que seule autorité de contrôle du système bancaire chargée de veiller à la stabilité du système bancaire et financier.

Sous l'égide de la Banque centrale, un décret datant de 2015 et portant sur les systèmes et moyens de paiement, renforce la bancarisation en rendant obligatoire la domiciliation dans les établissements de crédit du paiement des impôts, taxes et autres prestations en argent dus à l'État, aux administrations publiques, aux entreprises ou aux autres personnes publiques et parapubliques. Il en est de même du paiement des factures d'eau, d'électricité, de téléphone, qui doit s'effectuer via les moyens de paiement scripturaux dès lors que le montant est supérieur ou égal à 250 000 francs comoriens.

5| Actions en cours à la Banque centrale

La Banque centrale pilote des projets pour favoriser l'inclusion financière, notamment :

- le renforcement de la transparence des institutions financières et la protection des clients avec la mise en place du taux effectif global et du taux d'usure;
- le renforcement des capacités de supervision des risques de la Banque centrale;
- des études en cours pour développer de nouveaux instruments favorisant l'inclusion financière et la gestion efficace des créances douteuses;
- la modernisation du système national de paiement;
- le renforcement de la réglementation bancaire à travers une loi sur la monnaie électronique;
- la diversification des services financiers offerts à travers les projets sur la finance islamique ou le renforcement de la loi sur le crédit-bail;
- la prise en compte de la problématique des transferts de la diaspora, à travers des projets sur la bibancarisation;
- la promotion d'une culture et d'une éducation financière auprès de tous les acteurs concernés (ménages, entreprises, établissements de crédit, etc.).

6| Les défis

L'accès aux services financiers, bien qu'en nette augmentation ces dix dernières années au regard de l'évolution du nombre de comptes ouverts auprès du système bancaire comorien, reste faible comparé aux autres pays d'Afrique subsaharienne et au reste du monde. Cette faiblesse reflète les défis qui subsistent aux Comores, pays dans lequel la proportion d'adultes possédant un compte bancaire auprès d'une institution financière formelle est l'une des plus faibles au monde.

Il faut aussi noter que le taux de créances en souffrance reste encore élevé, à 24 % en 2017, contre 31 % en 2000. Celles-ci sont toutefois provisionnées à hauteur de 68 %. Associé au risque de crédit persistant, ce taux de créances en souffrance, toujours élevé, reste l'entrave principale à la croissance du crédit au secteur privé. Dans le même temps, la persistance de l'excédent structurel de liquidité, dans un contexte de risque de crédit toujours élevé, conduit les banques à renoncer au gain potentiel d'une rémunération comprise entre 7 et 14 %, en ne prêtant pas au secteur privé, y compris aux autres institutions de crédit. Cette situation mérite d'être traitée en urgence afin d'impulser la dynamique de l'inclusion financière. Les recommandations issues des études actuelles initiées par la BCC dans le cadre d'une « optimisation » du financement bancaire apporteront une nouvelle dynamique à l'inclusion financière aux Comores.

Annexes :

A1 : Classement des partenaires aux Comores au troisieme trimestre 2018	I
A2 : Masse monetaires et ses contreparties en milliards FC	II
A3 : La chambre de compensation	II
A4 : Les transferts d'argent rapide en millions FC	III
A5 : Les operations de change manuel en milliosn FC	IV
A6 : Les principaux taux d'interet	VI
A7 : Les cours de change de quelques devises par rapport au Franc comorien	VII

A1 : Classement des partenaires aux Comores au troisième trimestre 2018

Importations de biens			Exportations de biens		
		Part dans le total			Part dans le total
1	Emirats Arabes Unis	29,4%	1	France	44,8%
2	Pakistan	16,4%	2	Inde	38,3%
3	France	13,2%	3	Pays-Bas	2,9%
4	Chine	9,0%	4	Emirats Arabes Unis	2,4%
5	Inde	3,4%	5	Madagascar	2,0%
6	Madagascar	3,0%	6	Mexique	2,0%
7	Afrique Du Sud	2,8%	7	Bénin	0,8%
8	Turquie	2,8%	8	Pirou	0,8%
9	Malaisie	2,4%	9	Pakistan	0,7%
10	Maurice	2,0%	10	Royaume-Uni	0,5%
11	Espagne	1,8%	11	Espagne	0,5%
12	Viet Nam	1,3%	12	Malaisie	0,4%
13	Allemagne	1,1%	13	Italie	0,4%
14	Japon	1,0%	14	Egypte	0,4%
15	Argentine	1,0%	15	Singapour	0,4%
16	Tanzanie	0,9%	16	Ukraine	0,4%
17	Indonésie	0,8%	17	Soudan	0,3%
18	Thaïlande	0,7%	18	Arabie Saoudite	0,3%
19	Italie	0,6%	19	Etats-Unis	0,3%
20	Pays-Bas	0,6%	20	Qatar	0,3%

Source : BCC

A2 : Masse monétaires et ses contreparties en milliards FC

Contreparties	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18
Avoirs extérieurs	71,5	74,5	73,3	77,7	78,3	76,8	73,6	69,8	67,7	68,1	72,4	78,0	79,1
BCC	69,2	72,1	73,1	76,2	76,7	75,9	73,7	69,8	66,5	65,4	68,7	71,3	73,0
BEF	2,4	2,4	0,2	1,5	1,6	0,9	- 0,1	- 0,0	1,3	2,6	3,7	6,7	6,1
Crédit intérieur	85,2	86,7	86,1	85,5	86,8	88,2	88,6	89,5	94,5	95,4	95,0	91,5	90,5
Créances nettes à l'Etat	4,6	5,0	5,0	5,9	7,0	8,0	7,3	7,3	9,5	10,9	10,7	10,3	9,7
Créances brutes	16,0	15,8	15,7	18,4	18,2	17,9	17,6	17,4	16,8	17,8	17,5	17,2	16,9
Dépôts	11,3	10,8	10,7	12,5	11,2	10,0	10,2	10,2	7,2	7,0	6,8	6,9	7,2
Crédits à l'économie	80,6	81,7	81,1	79,5	79,8	80,2	81,3	82,2	85,0	84,6	84,3	81,2	80,8
Secteur public	2,5	2,5	2,4	2,3	2,1	2,0	2,4	2,3	3,8	3,5	3,4	3,1	2,7
Secteur privé	78,1	79,2	78,7	77,2	77,7	78,2	78,9	79,9	81,2	81,0	81,0	78,1	78,1
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets	- 32,1	- 33,0	- 32,3	- 35,5	- 34,9	- 36,2	- 34,4	- 32,7	- 32,8	- 33,4	- 33,5	- 33,5	- 33,2
Contreparties	124,7	128,2	127,1	127,7	130,1	128,8	127,8	126,6	129,4	130,1	133,8	136,0	136,3
M2 au sens large	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18
Moyens de paiements	85,2	88,0	85,9	85,9	87,8	86,1	85,0	83,2	83,8	85,6	89,4	90,8	91,3
CFhors BEF	30,7	31,2	31,2	32,9	31,8	31,2	30,9	31,4	30,5	32,7	36,0	36,5	35,7
Dépôts à vue	54,5	56,8	54,6	53,0	56,0	54,9	54,1	51,7	53,3	53,0	53,4	54,4	55,6
BCC	1,5	1,6	3,7	3,0	2,8	3,9	3,8	2,6	2,2	2,2	1,4	1,2	1,5
BEF	53,1	55,2	51,0	50,0	53,2	51,1	50,4	49,1	51,1	50,7	52,0	53,1	54,1
Epargne Liquide	39,4	40,3	41,2	41,8	42,3	42,6	42,8	43,4	45,6	44,5	44,4	45,1	45,1
Dépôts d'épargne	39,4	40,3	41,2	41,8	42,3	42,6	42,8	43,4	45,6	44,5	44,4	45,1	45,1
Masse Monétaire	124,7	128,2	127,1	127,7	130,1	128,8	127,8	126,6	129,4	130,1	133,8	136,0	136,3

Source : BCC

A3 : La chambre de compensation

Période	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2014 T1	12 963	12 904	391	267	1 446	11 892	31	227
2014 T2	13 648	12 742	336	172	1 876	9 658	28	188
2014 T3	12 988	13 035	306	262	1 855	8 450	21	40
2014 T4	14 601	14 418	379	388	2 241	12 861	22	30
2014								
2015 T1	13 762	12 855	332	282	2 392	11 875	53	33
2015 T2	13 356	12 818	299	285	2 821	13 473	37	28
2015 T4	12 468	13 735	320	312	3 055	13 745	58	38
2015 T4	13 558	12 972	250	261	3 148	17 100	49	190
2015								
2016 T1	13 172	10 080	251	171	3 004	13 790	50	84
2016 T2	15 708	14 694	358	330	3 210	15 023	68	439
2016 T3	16 779	14 842	381	553	3 159	17 780	65	275
2016 T4	18 089	15 616	367	360	3 962	20 570	78	686
2016	63 748	57 232	1 357	1 414	13 335	67 163	261	1 484
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133
2018 T2	17 758	16 403	508	464	5200	35 901	155	2 358
2018 T3	15 848	10 507	400	370	3727	21 594	79	329

Source : BCC, * : en millions FC

A4 : Les transferts d'argent rapide en millions FC

Consolidé	janv.-16	févr.-16	mars-16	avr.-16	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16
Grande Comore	1 809	1 602	2 024	1 920	2 012	2 152	1 932	2 792	2 224	2 102	1 845	2 078
Anjouan	269	280	285	237	291	355	318	405	316	366	307	330
Mohéli	55	58	64	67	76	82	94	88	67	73	63	83
Entrée	2 132	1 940	2 374	2 224	2 379	2 589	2 344	3 285	2 608	2 540	2 214	2 492
Grande Comore	776	682	640	726	846	758	564	596	609	533	489	574
Anjouan	166	169	192	222	283	261	198	248	233	258	164	187
Mohéli	22	28	38	43	58	33	36	32	26	41	28	35
Sortie	964	880	870	992	1 188	1 051	798	876	868	833	680	795
Consolidé	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr.-17	mai-17	juin-17	juil.-17	août-17	sept.-17	oct.-17	nov.-17	déc.-17
Grande Comore	2 211	2 145	2 414	2 235	2 486	2 319	2 118	2 969	2 514	2 411	2 237	2 332
Anjouan	304	286	311	341	323	374	322	422	358	347	314	325
Mohéli	59	61	76	118	100	97	81	111	87	85	77	88
Entrée	2 574	2 492	2 801	2 694	2 909	2 790	2 520	3 501	2 959	2 843	2 628	2 745
Grande Comore	519	496	568	535	617	609	506	508	531	512	507	472
Anjouan	154	166	206	208	223	166	163	168	183	190	196	170
Mohéli	32	33	40	46	55	45	37	39	35	43	58	44
Sortie	705	695	814	788	895	820	706	715	750	745	761	687
Consolidé	janv.-18	févr.-18	mars-18	avr.-18	mai-18	juin-18	juil.-18	août-18	sept.-18	oct.-17	nov.-17	déc.-17
Grande Comore	2 773	2 244	2 609	2 501	2 805	2 254	2 312	3 143	2 638			
Anjouan	397	325	356	389	381	362	309	380	342			
Mohéli	92	91	95	96	98	82	57	59	97			
Entrée	3 262	2 660	3 060	2 986	3 284	2 697	2 679	3 582	3 077			
Grande Comore	506	531	554	645	795	722	629	578	555			
Anjouan	261	205	249	238	262	173	205	177	179			
Mohéli	65	57	49	49	60	46	47	35	48			
Sortie	833	793	853	931	1 117	941	881	790	782			

Source : BCC

A5 : Les opérations de change manuel en millions FC

Change manuel	ACHATS						VENTES					
Mois/Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Janvier	2 565	4 261	3 224	2 384	2 259	2 305	1 630	845	1 649	1 734	1 022	1 145
Février	2 197	1 812	2 688	1 502	1 380	1 607	1 652	1 069	1 827	1 584	940	1 556
Mars	1 968	1 702	2 382	1 969	1 430	983	1 899	1 364	2 474	2 815	1 107	1 836
Avril	2 156	1 545	1 726	642	1 088	718	1 989	1 454	2 422	1 100	1 328	1 504
Mai	2 005	1 969	1 606	768	922	995	1 495	1 808	2 028	1 791	1 034	1 449
Juin	2 038	1 821	1 984	997	1 215	1 771	1 332	1 405	1 870	882	1 006	1 089
Juillet	3 596	2 961	3 594	3 033	4 200	6 121	1 429	1 209	1 710	1 388	1 475	1 115
Août	5 259	5 760	5 302	4 665	4 641	4 097	1 192	1 957	1 711	2 284	1 682	1 364
Septembre	3 611	2 199	1 666	1 680	1 430	1 626	2 054	1 910	2 148	2 056	1 171	1 357
Octobre	1 548	1 689	1 792	1 675	1 218		1 028	2 284	1 985	1 939	1 047	
Novembre	1 523	1 779	1 762	1 716	1 234		828	1 691	1 591	1 540	1 184	
Décembre	3 354	4 048	2 578	1 780	2 119		730	1 182	2 118	1 345	1 005	
TOTAL	31 819	31 546	30 303	22 813	23 136	20 223	17 256	18 177	23 534	20 458	14 002	12 414

Source : BCC

A6 : Les principaux taux d'intérêt

2018	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aut	Sep	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	1,139	1,135	1,137	1,135	1,137	1,139	1,136	1,140	1,139	1,134		
Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)*	-0,486	-0,490	-0,488	-0,490	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48	-0,49	-0,49		
Dépôts des BEF soumises Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	-0,486	-0,490	-0,488	-0,490	-0,488	-0,486	-0,489	-0,48	-0,49	-0,49		
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)	-1,611	-1,615	-1,613	-1,615	-1,613	-1,611	-1,614	-1,61	-1,61	-1,62		
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	1,139	1,135	1,137	1,135	1,14	1,14	1,14	1,14	1,14	1,13		
Comptes sur livret	1,750	1,750	1,750	1,750	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75		
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75		
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75		
Taux débiteurs	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14		
EONIA	-0,361	-0,365	-0,363	-0,365	-0,363	-0,361	-0,364	-0,360	-0,361	-0,366		
Prêt Marginal	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250		
EURIBOR 1 mois	-0,369	-0,370	-0,371	-0,372	-0,371	-0,370	-0,370	-0,370	-0,371	-0,370		
EURIBOR 6 mois	-0,274	-0,275	-0,271	-0,270	-0,270	-0,268	-0,269	-0,267	-0,268	-0,264		
EURIBOR 12 mois	-0,189	-0,191	-0,191	-0,190	-0,188	-0,182	-0,180	-0,169	-0,166	-0,154		

* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0] %. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%.

Source : BCC

A7 : Les cours de change de quelques devises par rapport au Franc comorien

Période	USD	JPY	GBP	CHF	CAD	ZAR	CNY	SAR	TZS	MGA	MUR	AED
	Etats-unis	Japon	Angleterre	Suisse	Canada	Afrique du Sud	Chine	Arabie Saoudite	Tanzanie	Madagascar	Maurice	Emirats Arabes Unis
Sept-17	412,931	3,730	550,031	428,930	336,090	31,388	62,867	110,109	0,184	0,138	12,334	112,417
Oct-17	418,494	3,705	552,292	426,021	332,381	30,525	63,139	111,588	0,186	0,136	12,254	113,938
Nov-17	419,511	3,717	554,157	422,769	328,730	29,775	63,336	111,688	0,184	0,131	12,291	114,047
Déc-17	415,659	3,680	557,296	420,627	325,566	31,699	63,036	110,850	0,185	0,129	12,283	113,189
Janv-18	403,340	3,637	556,981	419,674	324,405	33,033	62,753	107,538	0,180	0,124	12,225	109,809
Févr-18	398,422	3,690	556,393	426,147	316,886	33,682	63,013	106,285	0,177	0,126	12,124	108,528
Mars-18	398,810	3,760	557,276	421,060	308,588	33,648	63,089	106,328	0,177	0,128	11,944	108,591
Avr-18	400,700	3,723	564,168	413,804	314,911	33,074	63,596	106,941	0,177	0,125	11,780	109,198
Mai-18	416,537	3,797	560,802	417,724	323,744	33,206	65,345	111,137	0,183	0,128	12,014	113,483
Juin-18	421,290	3,828	559,790	425,507	321,004	31,708	65,158	112,340	0,185	0,126	12,187	114,710
Juil-18	421,071	3,777	554,447	423,331	320,416	31,448	62,653	112,314	0,185	0,126	12,242	114,684
Août-18	426,026	3,838	548,547	431,087	326,629	30,253	62,205	113,548	0,186	0,132	12,344	115,944
Sept-18	421,992	3,769	551,045	435,926	323,444	28,570	59,894	112,486	0,185	0,125	12,278	114,860
Oct-18	428,405	3,796	557,321	431,052	329,510	29,532	61,898	114,204	0,187	0,124	12,410	116,621

Sources : Banque de France, BCC